

Brochure n° 3098

Convention collective nationale

IDCC : 247. – **INDUSTRIES DE L'HABILLEMENT**

AVENANT « SALAIRES » N° 52 DU 21 SEPTEMBRE 2009

NOR : ASET0951193M

IDCC : 247

Article 1^{er}

Il est garanti aux salariés de l'annexe I « Ouvriers » une rémunération minimale mensuelle brute d'un montant correspondant à leurs classifications hiérarchiques pour un horaire hebdomadaire de 35 heures travaillées mensualisé sur la base de 151,67 heures selon les modalités ci-dessous.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE
I	1	1 338
	2	1 343
	3	1 347
	4	1 352
II	1	1 357
	2	1 362
	3	1 367
	4	1 372
III	1	1 377
	2	1 408

La rémunération minimale mensuelle brute garantie en application du présent article ne comprend pas le prorata des éléments de rémunération conventionnels ou contractuels dont la périodicité de paiement n'est pas mensuelle et, en particulier, la prime d'ancienneté prévue par l'article 15 de l'annexe I « Ouvriers ».

Article 2

Il est garanti aux salariés de l'annexe II « Employés » une rémunération minimale mensuelle brute d'un montant correspondant à leur classification hiérarchique et leur ancienneté pour un horaire hebdomadaire de 35 heures travaillées mensualisé sur la base de 151,67 heures selon les modalités ci-après.

(Voir pages suivantes.)

Rémunération minimale mensuelle brute en fonction de l'ancienneté

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	– DE 3 ANS	DE 3 À – de 6 ans	DE 6 À – de 9 ans	DE 9 À – de 12 ans	DE 12 À – de 15 ans	+ DE 15 ANS
I	1	1 338,00	1 350,75	1 355,85	1 360,95	1 366,05	1 371,15
	2	1 342,00	1 354,75	1 359,85	1 364,95	1 370,05	1 375,15
	3	1 346,00	1 358,75	1 363,85	1 368,95	1 374,05	1 379,15
	4	1 348,00	1 360,75	1 365,85	1 370,95	1 376,05	1 381,15
II	1	1 351,00	1 369,00	1 376,20	1 383,40	1 390,60	1 397,80
	2	1 354,00	1 372,00	1 379,20	1 386,40	1 393,60	1 400,80
	3	1 356,00	1 374,00	1 381,20	1 388,40	1 395,60	1 402,80
	4	1 358,00	1 376,00	1 383,20	1 390,40	1 397,60	1 404,80
III	1	1 361,00	1 384,00	1 393,20	1 402,40	1 411,60	1 420,80
	2	1 366,00	1 389,00	1 398,20	1 407,40	1 416,60	1 425,80
	3	1 371,00	1 394,00	1 403,20	1 412,40	1 421,60	1 430,80
	4	1 412,00	1 435,00	1 444,20	1 453,40	1 462,60	1 471,80

La rémunération minimale mensuelle brute garantie en application du présent article ne comprend pas le prorata des éléments de rémunération conventionnels ou contractuels dont la périodicité de paiement n'est pas mensuelle.

Article 3

Il est garanti aux salariés de annexe III « Techniciens et agents de maîtrise » une rémunération minimale mensuelle brute d'un montant correspondant à leurs classifications hiérarchiques et leurs anciennetés pour un horaire hebdomadaire de 35 heures travaillées mensualisé sur la base de 151,67 heures selon les modalités ci-après.

Rémunération minimale mensuelle brute en fonction de l'ancienneté

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	– DE 3 ANS	DE 3 À – de 6 ans	DE 6 À – de 9 ans	DE 9 À – de 12 ans	DE 12 À – de 15 ans	+ DE 15 ANS
III	2	1 366,00	1 389,00	1 398,20	1 407,40	1 416,60	1 425,80
	3	1 371,00	1 394,00	1 403,20	1 412,40	1 421,60	1 430,80
	4	1 412,00	1 435,00	1 444,20	1 453,40	1 462,60	1 471,80
IV	1	1 523,00	1 551,25	1 562,55	1 573,85	1 585,15	1 596,45
	2	1 665,00	1 693,25	1 704,55	1 715,85	1 727,15	1 738,45
	3	1 817,00	1 845,25	1 856,55	1 867,85	1 879,15	1 890,45
	4	1 974,00	2 002,25	2 013,55	2 024,85	2 036,15	2 047,45
V	1	2 090,00	2 133,50	2 150,90	2 168,30	2 185,70	2 203,10
	2	2 318,00	2 361,50	2 378,90	2 396,30	2 413,70	2 431,10

La rémunération minimale mensuelle brute garantie en application du présent article ne comprend pas le prorata des éléments de rémunération conventionnels ou contractuels dont la périodicité de paiement n'est pas mensuelle.

Article 4

Il est garanti aux salariés de l'annexe IV « Ingénieurs et cadres » une rémunération minimale annuelle brute d'un montant correspondant à leurs classifications hiérarchiques pour un horaire hebdomadaire de 35 heures travaillées mensualisé sur la base de 151,67 heures selon les modalités ci-après.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE
IV	3	22 670
V	1	25 300
	2	27 930
	3	31 625
	4	33 700
VI	1	36 330
	2	39 470
	3	45 290
	4	52 630

Article 5

*Bases de calcul des garanties d'appointements
en fonction de l'ancienneté*

Les valeurs par niveau servant de base de calcul aux garanties d'appointements minima en fonction de l'ancienneté des employés, techniciens et agents de maîtrise sont inchangées.

Article 6

La fixation des rémunérations garanties prévues par le présent accord ne fait pas obstacle à l'obligation annuelle de négociation des salaires effectifs applicable dans les entreprises en application de l'article L. 2247 du code du travail.

Article 7

Date d'effet

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter du premier jour du mois civil qui suit la publication de son arrêté d'extension, et au plus tard aux rémunérations de novembre 2009.

Article 8

Dépôt et extension

Les parties signataires conviennent d'effectuer les démarches nécessaires pour obtenir l'extension du présent accord qui sera déposé auprès de la direction générale du travail du ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Fait à Paris, le 21 septembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UFIH ;

FFML.

Syndicats de salariés :

FS CFDT ;

FCMTE CFTC ;

CTH CGT-FO ;

CTH CFE-CGC.